De l'eau pour tous

Dossier de
 Martine LE BEC et Martin SEIDL
April 2002

UniversitÃ© de l'eau, mai 2002 - Le DÃ©partement du Val-de-Marne a souhaitÃ© que le 2Ã¨me Festival de OH! soitÂ l'occasion de rÃ©flexions, d'Ã©changes d'idÃ©es et d'expÃ©riences sur la maniÃ¨re dont l'eau, cette inestimable source de vie, doit Ãªtre gÃ©rÃ©e et protÃ©gÃ©e. Durant les quinze jours qui ont prÃ©cÃ©dÃ© le festival, un espace d'ateliers et de sÃ©mina ouvert sous le nom de l'UniversitÃ© de l'eau. Le compte rendu Martine LE BEC-CABON et de Martin SEIDL. H2o mai 2002.

L'UniversitÃ© de l'Eau 2002 - Val-de-Marne

DE L'EAU POUR TOUSÂ
RÃ©flexions autour de l'eau

par Christian FAVIER

PrÃ©sident du Conseil gÃ©nÃ©ral du Val-de-Marne

Â

Le Val-de-Marne est baignÃ© par la Seine et la Marne, traversÃ© par de nombreuses petites riviÃ¨res, illuminÃ© de plans d'eau. C'est lÃ une chance Ã protÃ©ger et Ã partager. En outre, c'est le premier dÃ©partement producteur d'eau potable en France Ã partir des riviÃ¨res et il s'est dotÃ©, depuis des annÃ©es, d'un service public de l'eau et de l'assainissement. Toutes ces raisons ont amenÃ© le Conseil gÃ©nÃ©ral Ã crÃ©er, pour la deuxiÃ¨me annÃ©e, le festival de OH! L'eau, la vie, l'Ã©tonne en Val-de-Marne. Un week-end de fÃªte et de dÃ©couvertes, de bonheurs petits et grands liÃ©s Ã l'eau. Mais le DÃ©partement a souhaitÃ© que le festival soit Ã©galement l'occasion de rÃ©flexions, d'Ã©changes d'idÃ©es et d'expÃ©riences sur la maniÃ¨re dont, ici en France comme Ã l'autre bout de la planÃ¨te, cette inestimable source de vie doit Ãªtre protÃ©gÃ©e et devenir enfin accessible Ã tous. Ateliers, rencontres, forum, sÃ©minaires, confrontations publiques ; l'UniversitÃ© de l'eau qui se tient durant les quinze jours qui prÃ©cÃ¨dent le festival permettra que se croisent les connaissances et les propositions de tous ceux qui souhaitent que l'eau soit rÃ©ellement un bien commun. Cette UniversitÃ© de l'eau s'adresse aux scientifiques et aux Ã©lus, aux experts et aux techniciens, aux Ã©conomistes et aux chercheurs, aux spÃ©cialistes de l'eau, mais aussi aux militants associatifs et Ã tous les citoyens intÃ©ressÃ©s aux problÃ¨mes de la gestion de l'eau ou dÃ©sireux de construire des projets de solidaritÃ© internationale. Ã€ tous ceux, en fait qui, comme le Val-de-Marne, veulent contribuer au combat progressiste pour trouver des solutions durables Ã cet enjeu planÃ©taire. .

Â

Â

Eau dans la ville et dÃ©veloppement durable

Â

Colloque universitaire du CEREVE15-16 mai - HÃ´tel du DÃ©partement du Val-de-Marne

Â

Les journÃ©es du DEA Sciences et Techniques de l'Environnement font partie intÃ©grante de la formation dispensÃ©e dans le cadre du DiplÃ´me d'Ã‰tudes Approfondies en Sciences et Techniques de l'Environnement Ã l'UniversitÃ© Paris 12. DestinÃ©es en prioritÃ© aux Ã©tudiants et aux doctorants de cette formation, elles sont ouvertes Ã tous ceux qui sont intÃ©ressÃ©s par les problÃ©matiques et les mÃ©thodes de recherche en Environnement. Le sujet retenu cette annÃ©e est : "Eaux dans la ville et dÃ©veloppement durable" ; il permettra d'approfondir quatre thÃ¨mes :

1. La collecte des eaux pluviales et usÃ©es

2. La valorisation des boues urbaines : un thÃ¨me d'actualitÃ©

3. L'impact des eaux pluviales et usÃ©es sur les milieux rÃ©cepteurs

4. La participation du public dans les choix en matiÃ¨re de gestion de l'eau

Chaque journÃ©e s'achÃ¨vera par une table ronde. Deux principes structurent ces journÃ©es : une volontÃ© de garder un Ã©quilibre entre la prÃ©sentation de rÃ©sultats de recherche et de rÃ©alisations opÃ©rationnelles, et la volontÃ© d'offrir aux je chercheurs et doctorants la possibilitÃ© de prÃ©senter leurs travaux Ã un public Ã©largi.

Collecte des eaux pluviales et usÃ©es : nouveaux regards sur la pollution transportÃ©e

L'exposÃ© de Peter Mikkelsen de l'UniversitÃ© de technologie de Danemark a ouvert la premiÃ¨re journÃ©e. Son exposÃ© dans le cadre du thÃ¨me "Collecte des eaux pluviales et usÃ©es" abordait le problÃ¨me de gestion des eaux de pluie. En rÃ©gion urbaine, la pluie traverse une atmosphÃ¨re fortement polluÃ©e et se charge des polluants, elle lessive ensuite des surfaces et de sols contaminÃ©s pour se charger encore d'avantage. Les eaux de collecte contiennent ainsi plus de 350 composÃ©es polluants. Leur rejet contamine le systÃ¨me rÃ©cepteur : les sols ainsi que que les lacs et les riviÃ¨res. En l'espÃ¨ce, tous les diffÃ©rents compartiments de milieu physique doivent Ãªtre considÃ©rÃ©s dans la recherche d'une solution optimale de dÃ©pollution.

La prÃ©sentation de Claire Cogez du Conseil GÃ©nÃ©ral de Seine-Saint-Denis s'est focalisÃ© sur l'intÃ©rÃªt des bassins pluvi urbains en Seine-Saint-Denis. Il y a 50 ans le dÃ©partement disposait d'un systÃ¨me naturel de rÃ©gulation des eaux de pluie, constituÃ© d'un rÃ©seau de ruisseaux et de riviÃ¨res, en partie maillÃ©s, qui s'Ã©talait dans des zones cultivÃ©es ou des marais. Ce systÃ¨me naturel, indispensable au bon drainage a Ã©tÃ© bouleversÃ© par l'urbanisation rapide des annÃ©es 1960 Depuis 1975, il se reconstitue, pour une large part en souterrain. Actuellement les pluies avec une frÃ©quence de retour de plus de cinq ans ne sont pas entiÃ¨rement maÃ®trisÃ©es. Globalement 25 % des eaux de pluie remplissent les Ã©gouts,

25 % se dÃ©versent dans le milieu naturel, 25 % sont stockÃ©s. Il reste 25 % qui vont inonder les rues et espaces publics.

L'objectif du dÃ©partement est de garantir une gestion des eaux de pluie efficace, en conciliant la lutte contre les inondations avec celle contre les pollutions, objectifs parfois contradictoires. Un des principaux objectifs constitue l'agrandissement de la capacitÃ© de stockage. Les bassins de stockage se trouvent sous des parkings, des stades, des gymnases ou des cours d'Ã©coles, mais aussi sous forme de bassins dans les parcs ou jardins publics. Les ouvrages permettent de stocker les eaux de pluie afin de la traiter ensuite dans les stations d'Ã©puration. L'intÃ©gration des ouvrages de stockage dans l'environnement urbain constitue un enjeu important de l'amÃ©nagement : il s'agit de concilier l'eau et la ville. Une intÃ©gration rÃ©ussie se rÃ©vÃ¨le une garantie pour la pÃ©rennitÃ© et l'exploitation.

La session de la matinÃ©e s'est clÃ´turÃ©e sur la prÃ©sentation de deux Ã©tudes menÃ©es au CEREVE (Centre d'Enseignem et de Recherche sur l'Eau, la Ville et l'Environnement) sur le transport des particules et les flux des polluants dans le rÃ©seau d'assainissement de la ville de Paris. Ces Ã©tudes permettront de mieux apprÃ©hender le cheminement des polluants organiques dans un tissu urbain afin d'adapter les modes d'exploitation du rÃ©seau d'assainissement. .

La dÃ©mocratie est-elle soluble dans l'eau ?

Â

DÃ©bat public16 mai 2002 - HÃ´tel du DÃ©partement du Val-de-Marne

Â

Une question qui en contient d'autres : La gestion de l'eau peut-elle devenir l'affaire des citoyens ? Dans quelles conditions ? Quelles sont les expÃ©riences menÃ©es sur le terrain, tant en France que dans le monde. Les possibilitÃ©s d'une gestion participative des ressources en eaux a constituÃ© le cœur du dÃ©bat proposÃ© le 16 mai dernier par l'UniversitÃ© Des intervenants venus des cinq continents Ã©taient lÃ pour tÃ©moigner.

L'eau est universelle, mais ni sa distribution gÃ©ographique ni sa disponibilitÃ© ne peuvent Ãªtre qualifiÃ©es de "dÃ©mocratiques". Les pays riches sont ici "naturellement" plus "favorisÃ©s". Au El Salvador seulement 40 % de la population a accÃ¨s Ã l'eau potable tandis que les prÃ©cipitations annuelles de plus de 1 800 mm assurent en excÃ©dant hydrique. NÃ©anmoins, l'eau peut se partager. La rÃ©gion de Val-de-Marne en est un bon exemple : elle produit presque trois fois plus d'eau potable qu'elle en consomme. Cependant le partage - ou transfert - n'avantage pas toujours les populations. Selon un des experts engagÃ©s aux cÃ´tÃ©s de la BRL (Compagnie Nationale d'amÃ©nagement du Bas-RhÃ´ne et du Languedoc) pour Ã©tudier le transfert de l'eau de la France pour l'approvisionnement de Barcelone, il y aurait suffisamment d'eau au Nord de Barcelone, Ã condition de veiller Ã une rÃ©partition Ã©quitable entre les diffÃ©rents usagers (industriels, agricoles et domestiques). La distribution d'eau en provenance de France rapportera d'Ã©normes rentrÃ©es Ã la compagnie distributrice, mais que de soucis aux agglomÃ©rations qui seront traversÃ©es par le nouveau canal...

Plus globalement, la distribution planÃ©taire Ã©chappe au pouvoir humain, mais l'accÃ¨s Ã l'eau potable ou aux services d'assainissement sont affaire de tous. La relativitÃ© de cette hypothÃ¨se a Ã©tÃ© particuliÃ¨rement bien illustrÃ©e par Jean-Luc Touly, de l'AFCME (Association FranÃ§aise pour le Contrat Mondial de l'Eau). En France 80 % des usagers sont desservis par les trois entreprises privÃ©es : GÃ©nÃ©rale des Eaux (groupe Vivendi), Ondeo (groupe Suez) et Saur (groupe Bouygues). La forte privatisation du secteur n'a cependant pas, estime l'intervenant, amÃ©liorÃ© la qualitÃ© d'eau au robinet ; preuve en est, la consommation d'eau en bouteille qui a progressÃ© de prÃ¨s de 20 % sur les dix derniÃ¨res annÃ©es. L'intervenant prÃ©cise aussi que la gestion privÃ©e coÃ»te pourtant en moyenne 25 % plus chÃ¨re Ã la collectivitÃ© que la gestion publique. L'instauration de comitÃ©s consultatifs d'usagers n'a pas eu lÃ -dessus beaucoup d'effets. Ces comitÃ©s restent pour l'instant trop peu nombreux, s'ils ne se heurtent pas Ã d'invraisemblables barrages pour obtenir les informations nÃ©cessaires Ã leur mission de contrÃ´le. La vÃ©rification des coÃ»ts - lorsqu'elle peut Ãªtre effectuÃ©e - met pourtant en lumiÃ¨re des pratiques qui coÃ»tent cher aux contribuables comme le reversement tardif (jusqu'au 12 mois du retard) des taxes Ã l'Ã‰tat et la non-restitution des provisions pour travaux. Un intervenant du public a ainsi Ã©voquÃ© des montants ayant atteint plusieurs centaines de millions des francs dans la communautÃ© urbaine de Lyon. La personne a cependant souhaitÃ© rester anonyme, plusieurs actions en diffamation ayant Ã©tÃ© engagÃ©es par les sociÃ©tÃ©s Ã l'encont des associations les plus engagÃ©es dans ce "combat". La transparence dans la gestion de l'eau n'est pas encore vraiment de mise.

Une intervention du SIAAP (Syndicat InterdÃ©partementale de l'Assainissement de l'AgglomÃ©ration Parisienne) a mis l'accent sur les choix politiques, qui prÃ©valent souvent sur les choix techniques ou Ã©conomiques.. A-t-on le droit de polluer pour dÃ©polluer ? L'usine d'AchÃ¨res, traite par voie biologique plus de 2 000 000 m3/jour d'eaux usÃ©es en provenance de la rÃ©gion parisienne. Un systÃ¨me physico-chimique hyper compact, construit recemment par OTV (groupe Vivendi) permet de doubler la capacitÃ© de l'usine ; mais engendre des importations de polymÃ¨res floculants de Belgique : quinze camions par jour. Ã€ qui peuvent profiter de telles solutions ?

Le combat est mondial. Jurandir de Santos Novaes, reprÃ©sentant de la municipalitÃ© de BelÃ©m do Para, au BrÃ©sil, a permis d'illustrer le propos. La ville de BelÃ©m compte plus de 300 000 habitants, mais un quart d'entre eux seulement est desservi par la municipalitÃ© Ã des tarifs beaucoup plus avantageux que ceux du privÃ©. L'Ã‰tat brÃ©silien continue cependa de refuser la concession Ã la ville, qui finalement s'est dÃ©cidÃ©e Ã entrer dans un combat juridique pour en finir avec le monopole d'Ã‰tat et les privatisations imposÃ©es. L'association brÃ©silienne contre la privatisation de l'eau prÃ©pare actuellement La caravane de l'eau, qui se dÃ©roulera en forÃªt amazonienne. Le 22 mars 2003, journÃ©e mondiale de l'eau, trois Ã©quipes partiront sur les fleuves Amazone et Madeira pour se rejoindre au bout de quelques milliers de kilomÃ¨tres Ã Manaus. Leur mission est aider Ã la prise de conscience, par les riverains, de l'importance de leur patrimoine Ã©cologique, unique pour l'humanitÃ©. .

L'eau pour tous ! Quelles solutions ?

Â

DÃ©bat public

Â

Le Conseil gÃ©nÃ©ral du Val-de-Marne, organisateur de l'UniversitÃ© de l'eau qui s'est tenue du 15 au 24 mai aux portes de Paris, a pris l'initiative d'un face Ã face inÃ©dit entre Riccardo Petrella, membre fondateur de l'ACME, Association pour le Contrat Mondial de l'Eau, et GÃ©rard Payen, directeur gÃ©nÃ©ral de l'eau chez Suez. Pour la premiÃ¨re fois en France, il y avait aussi, tant Ã la tribune que dans la salle, un nombre significatif de reprÃ©sentants Ã©trangers et notamment d'AmÃ©rique latine.

La "vraie bataille de l'eau", nouveau leitmotiv de Suez

Responsable depuis mi-janvier des actions liÃ©es Ã la "vraie bataille de l'eau" chez Suez, GÃ©rard Payen est un connaisseur avisÃ© du sujet. Estimant que les politiques de dÃ©veloppement relatives Ã l'eau sont trÃ¨s insuffisantes ou inadaptÃ©es, le groupe a lancÃ© en octobre 2001 un cri d'alarme : une lettre a Ã©tÃ© envoyÃ©e Ã 1 500 chefs d'Ã‰tat et responsables politiques, afin de leur faire prendre conscience de la gravitÃ© du problÃ¨me. PremiÃ¨re initiative d'un industriel dans le domaine. Pour le coup, Suez a aussi dÃ©cidÃ© de s'attaquer en premier lieu Ã un certain nombre d'idÃ©es reÃ§ues : comme, par exemple, relier les populations pauvres au rÃ©seau existant coÃ»terait trop cher. "Non seulement, il existe des moyens Ã©conomiquement viables, mais, en plus, l'eau leur coÃ»te jusqu'Ã cinquante fois moins cher que celle achetÃ©e aux revendeurs. Elle est en outre de meilleure qualitÃ© et accessible 24 heures sur 24". Autre idÃ©e reÃ§ue : la privatisation est le seul moyen d'intervention du secteur privÃ©. "Les expÃ©riences de gestion dÃ©lÃ©guÃ©e, de partenariats public-privÃ© (NDLR. Le fameux PPP prÃ´nÃ© par la Banque mondiale), prouvent le contraire. Ã€ La Paz ou Ã Buenos Aires, les gens participent Ã la gestion de leurs ressources en eau. L'entreprise privÃ©e reste l'employÃ©e du service public et les rÃ©sultats sont lÃ . Les habitants des bidonvilles sont fiers de payer leur facture d'eau, qui devient souvent un justificatif de domicile et un premier pas vers l'intÃ©gration sociale". L'industriel prÃ©cise aussi que sur les 120 millions de consommateurs qu'il dessert, 9 millions vivent en-dessous du seuil de pauvretÃ©.

Un discours "mystifiant"...

Cet Ã©lan d'Ã©thique - trÃ¨s en vogue - ou de prÃ©venance Ã l'Ã©gard de l'humanitÃ© laisse perplexe. "Le discours est mystifiant", estime Riccardo Petrella, "derriÃ¨re tout cela, se profile l'idÃ©e que seul l'investissement privÃ© est en mesure de fournir l'accÃ¨s Ã l'eau Ã toutes les populations. En rÃ©alitÃ©, les investissements des entreprises, tels qu'ils sont rÃ©alisÃ© dans le cadre de programmes multilatÃ©raux pilotÃ©s par la Banque mondiale, ne sont qu'une avance de caisse en contrepartie de laquelle les industriels obtiennent une garantie de bÃ©nÃ©fices Ã©normes sur 30 ans. Dans les faits, le PPP devient une "planification pour la privatisation des profits", profits pas toujours rÃ©investis dans l'eau". Droit humain et social, bien commun, dÃ©mocratie ou participation... le dÃ©fenseur du contrat mondial de l'eau se fÃ©licite de ce soudain Ã©lan d'humanitarisme mais s'insurge contre l'usurpation des mots.

... qui finit par masquer un dÃ©bat politique

Ã€ l'issue de la joute oratoire, Daniel Marcovitch, parlementaire franÃ§ais, rapporteur de la loi sur l'eau, a tenu Ã rappeler que si le secteur privÃ© ne dessert aujourd'hui que 5 % des habitants de la planÃ¨te, son objectif n'ira jamais au-delÃ des 15 ou 20 %, faute de solvabilitÃ© des autres. "Eau privÃ©e - eau publique, lÃ n'est pourtant pas le dÃ©bat ; le combat de demain se jouera sur les investissements requis et sur les modes de gouvernance Ã imaginer. Aux Ã‰tats et aux responsables politiques de retrouver ici la plÃ©nitude de leurs pouvoirs : non pas forcÃ©ment en gÃ©rant l'eau, mais en adoptant les lois qui permettront de dÃ©finir les politiques et d'assurer la participation des usagers". Participation encore trop souvent illusoire.

"Dans tous les cas, quelle sociÃ©tÃ© sommes-nous pour accepter que d'ici vingt ans, prÃ¨s de trois milliards de personnes n'auront pas accÃ¨s Ã l'eau ?" s'est interrogÃ© Riccardo Petrella, avant de lancer un avertissement : "Si on laisse s'effacer la frontiÃ¨re entre public et privÃ©, c'est l'essence mÃªme de la sociÃ©tÃ© que l'on perd". .

L'eau, un enjeu global

Â

JournÃ©es de la coalition

CommunautÃ© de travail

Swissaid, Action de carÃªme Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas

Fact sheet de la CommunautÃ© de travail

23 et 24 mai 2002 - HÃ´tel du dÃ©partement de Val-de-Marne

Â
L'eau se fait rare

Le manque d'eau est un problÃ¨me crucial du 21Ã¨me siÃ¨cle. Depuis un siÃ¨cle, la consommation d'eau augmente deux fois plus vite que la population. Aujourd'hui 1,4 milliard d'Ãªtres humains n'ont pas accÃ¨s Ã l'eau potable. Selon les prÃ©visions des Nations Unies, ce chiffre pourrait passer Ã 2,5 milliards en 2025, soit un tiers de l'humanitÃ©. 2 milliards d'hommes ne disposent pas d'infrastructures sanitaires ni de systÃ¨mes d'Ã©puration des eaux. 80 % de toutes les maladies affectant le Sud sont dues Ã la consommation d'eau polluÃ©e et quatre millions d'enfants en meurent chaque annÃ©e.

Ce sont en premier lieu le gaspillage et la pollution qui conduisent Ã cette carence en eau potable. L'agriculture est la plus grande consommatrice dans ce domaine, avec 70 Ã 80 % de l'eau mondiale. PrÃ¨s de 60 % des ressources qu'elle utilise se perdent Ã cause de l'inefficacitÃ© des systÃ¨mes d'irrigation. La consommation agricole continue d'augmenter, notamment du fait d'une production de fourrages en hausse. Les nappes phrÃ©atiques sont pompÃ©es Ã des profondeurs toujours plus importantes, leur niveau baisse; la fertilitÃ© du sol et les ressources hydriques diminuent. Les consÃ©quences en sont un manque de denrÃ©es alimentaires, la faim et des flux migratoires accrus.

DÃ©jÃ , les conflits de distribution de l'eau occasionnent des tensions sociales Ã l'Ã©chelle planÃ©taire: au Proche-Orient, en Afrique du Nord, en Asie (Inde, Pakistan, Bangladesh), en AmÃ©rique latine (Bolivie), mais aussi en Europe (Espagne / projet de l'Ebre). La Turquie envisage un Ã©norme barrage qui rÃ©duirait de 40 Ã 80 % les volumes d'eau de l'Euphrate en Syrie et en Irak. Ces deux pays y perÃ§oivent un motif de guerre.

Dans les pays en dÃ©veloppement, la corvÃ©e d'eau est souvent dÃ©volue aux femmes. Ce sont elles qui produisent la plus

grande partie des denrÃ©es alimentaires. Le manque d'eau rend leur quotidien encore plus harassant.

L'eau comme marchandise

L'eau n'est pas un bien comme les autres car elle n'a pas de substitut et constitue une nÃ©cessitÃ© vitale. Comme l'eau se fait de plus en plus rare et donc plus prÃ©cieuse, elle intÃ©resse toujours plus l'Ã©conomie privÃ©e :

- Les grands groupes actifs Ã l'Ã©chelon planÃ©taire comme les sociÃ©tÃ©s franÃ§aises Suez, Lyonnaise des Eaux, Vivendi comme l'allemande RWE Aqua GmbH y voient une possibilitÃ© lucrative d'augmenter leur capital. Ils approvisionnent aujourd'hui des mÃ©tropoles comme Manille, Jakarta ou Ho-Chi-Minh-Ville. Les multinationales en question se concentrent surtout sur l'approvisionnement en eau potable de grandes villes. Les adductions en milieu rural tout comme le secteur des eaux usÃ©es ne les intÃ©ressent pas. La technologie de pointe utilisÃ©e Ã ce niveau entrave la recherche de techniques optimales adaptÃ©es aux conditions locales.

- DÃ©but 2000, la Banque genevoise Pictet a lancÃ© le premier fonds mondial de placement sur l'eau. La compagnie amÃ©ricaine Avalon Trust lui a emboÃ®tÃ© le pas un peu plus tard. Toutes deux misent sur des "chances de gain supÃ©rieures Ã la moyenne" dans ce domaine.

- Le manque d'eau salubre est responsable de la croissance du marchÃ© des eaux minÃ©rales. Le leader mondial dans ce domaine, NestlÃ©, a lancÃ© l'eau en bouteille "Pure Life" dans les pays du Sud et "Aquarel" en Europe. Il s'attend Ã des gains juteux. Avec ses revenus, une famille indienne parvient tout juste Ã couvrir le quart de ses besoins en eau potable en achetant des bouteilles.

- En prÃ©tendant qu'elle amÃ©liore l'offre et casse les prix, la Banque mondiale prÃ´ne Ã©galement la privatisation et en fait une condition de dÃ©sendettement et d'octroi de crÃ©dits. Il en est ainsi en Bolivie (Cochabamba) ou au Mozambique (Maputo) pour ne citer que ces deux exemples-lÃ .

- Divers pays industrialisÃ©s comme la France et l'Angleterre ont Ã©galement privatisÃ© l'approvisionnement en eau. Dans ce dernier pays, on envisage sÃ©rieusement Ã remettre l'eau en mains nationales, les prestations fournies Ã©tant insuffisantes.

PrÃ©tendre que la privatisation amÃ©liore l'offre ne tient pas. Ainsi, les grandes compagnies internationales se concentrent presque entiÃ¨rement sur l'approvisionnement des grandes mÃ©tropoles, celles-ci possÃ©dant dÃ©jÃ les infrastructures nÃ©cessaires. Tandis que les multinationales en question rÃ©ussissent ainsi Ã faire des bÃ©nÃ©fices considÃ©rables, c'est au secteur public d'approvisionner la campagne. Celui-ci est dÃ©sormais dans l'impossibilitÃ© d'avoir recours aux subventions croisÃ©es afin de financer l'Ã©quipement des campagnes. Une autre consÃ©quence de la privatisation est l'augmentation des prix qui pÃ©nalise les plus dÃ©munis, mettant en danger leur accÃ¨s Ã l'eau potable. Ainsi, la privatisation est loin d'Ãªtre une solution aux grands problÃ¨mes liÃ©s Ã l'eau car elle ne propose aucune solution ni pour l'Ã©vacuation des eaux usÃ©es en milieu urbain, ni pour l'approvisionnement en eau potable pour tous. Au contraire, le problÃ¨me prend de l'ampleur
. .

Contact : Rosmarie BAR - ALLIANCE SUD

Â

Coalition Mondiale contre la Privatisation et la Marchandisation de l'EAu

HÃ´tel dudÃ©partement du Val-de-Marne - 24 mais 2002

ConsidÃ©rant
sa dÃ©claration fondatrice de Porto Alegre, la coalition mondiale contre la privatisation et la marchandisation de l'eau a tenu sa premiÃ¨re rÃ©union Ã CrÃ©teil les 23 et 24 mai 2002 dans le cadre de l'UniversitÃ© de l'eau du Val-de-Marne. Ã€ cette occasion, la coalition s'est donnÃ©e comme objectif principal de promouvoir la coopÃ©ration et le soutien mutuel entre ses membres (groupements citoyens, associations, institutions publiques, mouvements ...) dans le but de :

1. Assurer le droit Ã l'eau pour tous

Assurer
le droit Ã l'eau pour tout Ãªtre humain conformÃ©ment au droit Ã la vie reconnu par la DÃ©claration universelle des droits de l'homme, les lois constitutionnelles et les textes fondamentaux d'un trÃ¨s grand nombre de pays du monde, et faire reconnaÃ®tre ainsi l'eau comme patrimoine commun de l'humanitÃ© et ressource fondamentale pour toute la biosphÃ¨re.

2. PrÃ©server l'eau pour la vie et les gÃ©nÃ©rations futures

Mettre
fin Ã l'actuelle utilisation non soutenable (par exemple par les grands barrages et l'irrigation intensive) et non-dÃ©mocratique de l'eau, source majeure d'insÃ©curitÃ© et d'inÃ©galitÃ©s croissantes en quantitÃ© et qualitÃ© dans le droit Ã l'eau.

3. Lutter contre la privatisation et la marchandisation

Renforcer
et coordonner les mouvements locaux, nationaux et mondiaux de lutte contre la privatisation et la marchandisation de l'eau par les multinationales promues par les institutions internationales, et pour un retour au service public local, en Ã©troite liaison avec les autres luttes citoyennes (par exemple des usagers, des syndicats, des populations autochtones, etc.) pour la justice, la dÃ©mocratie, la paix et la solidaritÃ©, dont Porto Alegre a mis en Ã©vidence la force, la diversitÃ© et la pertinence pour la construction d'un autre monde.

4. Mettre en place un modÃ¨le innovateur de service public au niveau mondial

Promouvoir
et valoriser des rÃ©gimes publics et dÃ©mocratiques de la propriÃ©tÃ©, de la gestion et du contrÃ´le de l'eau par tous les moyens, en particulier

le financement collectif et la participation dÃ©mocratique, dans la solidaritÃ© et le respect du droit Ã la vie des gÃ©nÃ©rations futures.

Au regard de ces objectifs et de l'urgence dans laquelle ces questions se posent, la Coalition a exprimÃ© ses inquiÃ©tudes quant aux orientations qui semblent prÃ©sider Ã la prÃ©paration du sommet de Johannesburg d'aoÃ»t 2002 et appelÃ© les gouvernements Ã la cohÃ©rence entre la primautÃ© des droits humains qu'ils reconnaissent et les dÃ©cisions et moyens qu'ils adopteront, notamment en s'engageant, comme ils l'avaient fait Ã Rio en 1992, Ã consacrer 0,7 % de leur PIB Ã l'aide au dÃ©veloppement.

Enfin, la Coalition a approuvÃ© un ambitieux plan d'activitÃ©s pour favoriser l'Ã©change d'informations, le travail d'Ã©tudes et de recherche, et la mobilisation, l'Ã©ducation et la formation CrÃ©teil, le 24 mai 2002.

Les participants, venus des dix-huit pays et des cinq continents suivants : Afrique (Ghana, Maroc, Tunisie), AmÃ©rique latine (Argentine, Bolivie, BrÃ©sil, Chili, Salvador), AmÃ©rique-du-Nord (Ã‰tats-Unis, QuÃ©bec), Asie (Inde, Japon, Malaisie), Europe (Belgique, Espagne, France, Italie, Suisse).

Contact : Jean-Luc TOULY - ACME

Â

Â

ResSourcesRicardo Petrella, Le manifeste de l'eau, Ã‰d. Page Deux, Lausanne, 1999L'eau, Revue Sud 10/2000. EÃ‰d. CommunautÃ© de travail, Berne, 2000Public citizen, Water privatization : a broken promise, Washington DC, 2001Public citizen, Defend the global commons vol 1/1, Washington DC, 2002

ACMEAlliance SudThe Water PagePublic Citizen